

Élection présidentielle en Guinée-Bissau : quels enjeux?

écrit par GuineePolitique© | 22 novembre 2019



La Guinée-Bissau élit son président ce dimanche 24 novembre. Sur les douze candidats, deux favoris : le président sortant José Mario Vaz, et Domingos Simoes Pereira, ex-Premier ministre et chef de la formation dominante au Parlement, le PAIGC.

Près de 700 000 Bissau-Guinéens sont appelés aux urnes ce dimanche 24 novembre entre 7 heures et 17 heures (GMT et heure locale). Les premières tendances sont attendues en début de semaine. Quant au second tour, sa date est fixée au 29 décembre.

▪ Douze candidats

Les électeurs doivent départager douze candidats – tous des hommes. Les favoris sont des acteurs des crises politiques qui ont ébranlé l'ancienne colonie portugaise ces dernières années :

– le président sortant, José Mario Vaz. Exclu du Parti africain pour

l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), il concourt en indépendant. Il est le premier chef d'Etat en 25 ans à avoir terminé son mandat, les autres ayant été tués ou renversés.

- le Premier ministre entre 2014 et 2015, Domingos Simoes Pereira, chef de l'historique PAIGC,
- Umaro Sissoco Embaló, à la tête d'une dissidence du PAIGC,
- Nuno Nabiam, battu au second tour en 2014.

▪ **Vote anticipé des militaires**

Jeudi 21 novembre, les membres des forces armées et de sécurité ont donné le coup d'envoi de l'élection présidentielle. Ils ont voté dans les isolements installés dans la cour de la Commission nationale électorale (CNE). Le scrutin s'est déroulé dans le calme, ont constaté des journalistes de l'AFP.

▪ **Une campagne pacifique malgré les tensions**

Peu de violence pendant cette campagne qui aura vu des caravanes tapageuses scander les noms des candidats à travers le pays, et des posters géants à leur effigie dans la capitale.

Dans une banlieue de Bissau, en campagne ce mercredi 20 novembre, José Mario Vaz jouait la carte de la différence avec la classe politique régnante. Il a assuré refuser *"de faire le jeu d'un petit groupe de gens qui pillent et volent les deniers publics"*.

Au siège du PAIGC paré de banderoles, Dan Yala, une

responsable de la campagne de Domingos Simoes Pereira, assure que celui-ci *“s’occupera des couches vulnérables comme les femmes, les enfants, les vieillards et les anciens combattants”*, règlera le problème crucial des salaires impayés des fonctionnaires et attirera les investisseurs.

José Mario Vaz et Domingos Simoes Pereira promettent de respecter le résultat des urnes. *“S’il est transparent et sans tripatouillage”*, assure le président sortant. Les Etats ouest-africains, médiateurs historiques en Guinée-Bissau, et d’autres ont dépêché leurs observateurs.

Il faut dire que la crise en cours au sommet du pouvoir a fait douter jusqu’au bout de la tenue de la présidentielle. La faute à une paralysie quasi complète depuis des années : la Constitution bissau-guinéenne neutralise les pouvoirs respectifs du président et du Premier ministre.

▪ **Le spectre d’une guerre civile**

Le président José Mario Vaz a engagé le bras de fer le 28 octobre 2019 en limogeant et remplaçant son Premier ministre Aristides Gomes. Ce dernier était chargé par la communauté internationale de diriger les affaires du pays, et d’organiser l’élection présidentielle.

Aristides Gomes refuse de quitter son poste, le président menace de recourir à la force. La légalité est avec Aristides Gomes, s’accordent la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest

(Cédéao),

l'ONU et l'Union européenne.

Les agissements du président font courir "*des risques de guerre civile*",

s'est alarmée la Cédéao. Ce coup d'éclat n'est pas le premier qu'ait

connu le pays lusophone, abonné aux crises institutionnelles.

▪ **Un pays instable**

La Guinée-Bissau a connu quatre putschs (le dernier en 2012), seize

tentatives de coup d'Etat et une valse des gouvernements, depuis son

indépendance en 1974.

L'actuel président José Mario Vaz a été élu en mai 2014, après un accord

entre les autorités de transition et les putschistes. Deux ans plus

tôt, le chef d'état-major dirigeait un coup d'Etat à deux semaines du

second tour de la présidentielle.

La présidence de José Mario Vaz a vécu au rythme des changements de

Premier ministre, et de sa confrontation avec le PAIGC. Élu sous

l'étiquette de ce parti, l'actuel chef de l'État limoge en 2015 [Domingos Simoes Pereira](#) du poste de Premier ministre.

Cette paralysie est toujours d'actualité, et pourrait se prolonger si la

présidentielle était remportée par un adversaire de la PAIGC, [la majorité parlementaire élue en 2019](#). À ces tensions

politiques s'ajoutent la pauvreté et la corruption endémiques.

▪ **Narco-trafic et corruption en Guinée-Bissau**

Sécurité, développement, démocratie. L'Afrique de l'Ouest, déjà confrontée à la propagation djihadiste au Mali et au Burkina Faso, ne souhaite pas que l'instabilité de la Guinée-Bissau se renforce. Ce pays est fragile. Ses ressources, telles que la bauxite, les phosphates et les forêts, sont en grande partie inexploitées. Les trafics, de bois mais aussi de drogue, prospèrent.

L'instabilité et la pauvreté ont favorisé l'implantation de narcotrafiquants, qui utilisent la Guinée-Bissau comme zone de transit de la cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe, parfois sous la protection de hauts gradés de l'armée.

L'ONU a salué les progrès réalisés dans la lutte contre le narco-trafic depuis l'élection de José Mario Vaz. Mais elle a regretté que, depuis avril 2018, la volonté des autorités en la matière se soit "*peu affermie*". Le pays pâtit d'une corruption endémique : il était classé 172e sur 180 pays en 2018 selon [l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International](#).

La Guinée-Bissau en chiffres

1, 87 : million d'habitants en 2018 (selon la Banque mondiale)

3e : producteur africain de noix de cajou

4,3% : prévision de la croissance du PIB en 2019 Banque

mondiale.

177e : sur 189 pays dans l'indice de développement humain du Pnud (classement 2018)

70% : de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour.

58 ans : l'espérance de vie moyenne

[tv5monde](#)

Comprendre la crise politique en Guinée-Bissau

écrit par GuineePolitique© | 22 novembre 2019



Alors que la Guinée-Bissau s'acheminait vers une élection présidentielle, elle s'est subitement enfoncée dans une nouvelle crise politique née du limogeage, le 28 octobre dernier, du Premier ministre Aristides Gomes par le président José Mário Vaz.

Intervenue à quelques semaines seulement de la présidentielle, le 24 novembre, au détriment d'un gouvernement en charge de

l'organisation de la compétition électorale, la décision a provoqué une véritable levée de bouclier au niveau régional et international.

Pour l'ONU et la CEDEAO, le gouvernement légitime demeure celui d'Aristide Gomes, et pas celui de Faustino Fudut Imbali, récemment désigné, le 31 octobre par le président Mário Vaz.

L'organisation régionale a même donné un ultimatum aux membres du nouveau "gouvernement illégal" pour qu'ils se retirent et se mettent à la disposition des "institutions légales" du pays sous peine de "sanctions sévères".

Selon la CEDEAO, l'installation du nouvel appareil exécutif contesté a "aggravé" la crise dans le pays.

Finalement, suites aux multiples pressions, le clan Mário Vaz a dû reculer et le nouveau Premier ministre démissionner ce vendredi.

La CEDEAO se prononçait ce même vendredi sur la situation de ce pays, lors d'un sommet à Niamey.

"Alors que nous sommes indépendants depuis 46 ans, certains acteurs internes et externes prétendent nous imposer une sorte de tutelle internationale", a déclaré le président Vaz au début de cette nouvelle crise.

Un comité interministériel de la CEDEAO s'est même rendu à Bissau pour essayer de faire entendre raison au Président dont le mandat actuel est censé prendre fin le 24 novembre.

Il a été dirigé par le ministre nigérien des Affaires étrangères et président du Conseil des ministres de la CEDEAO, Kalla Ankourao.

La délégation était composée du ministre d'État et secrétaire général de la présidence de la République de Guinée, Naby

Kiridi Bangoura, président de la Commission de la CEDEAO, de Jean-Claude Kouassi Brou, le commissaire pour la Paix, la Sécurité et les Affaires politiques, de Francis Behanzin et des responsables des forces ECOMIB (Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau).

Il a réaffirmé son soutien au Premier ministre Aristides Gomes, à son gouvernement et au plan gouvernemental approuvé par l'Assemblée nationale, qui, selon lui, est la preuve du soutien du parlement guinéen au gouvernement Gomes.

En outre, le communiqué de la délégation régionale a exhorté les forces de défense et de sécurité à s'abstenir de suivre des "ordres illégaux".

Rien n'y fit. Le président était resté campé sur sa position, se contentant d'évoquer les raisons qui ont sous-tendu sa décision de limogeage.

Dans un élan de défiance vis-à-vis de la communauté internationale, le président a même convoqué, lundi 05 novembre, "un conseil de défense", réunissant des militaires y compris le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée, évoquant son titre de "commandant en chef des forces armées".

Les ambassadeurs en soutien au gouvernement limogé

Les ambassadeurs des différents pays accrédités en Guinée-Bissau ont déclaré qu'il n'y a aucune raison de renverser le gouvernement actuel car il ne reste que quelques jours pour l'élection présidentielle.

L'avis des ambassadeurs a été exprimé ce lundi (4 novembre) par l'ambassadeur des Etats-Unis Tulinado Mussingi après une brève rencontre avec Aristide Gomes et quelques membres de son gouvernement.

“Nous ne voyons aucune raison de changer de gouvernement puisqu'il ne reste plus que 20 jours avant les élections, mais à partir de maintenant, le gouvernement Aristides continuera à travailler pour le processus démocratique”.

“Aujourd'hui, nous sommes venus déclarer notre soutien au gouvernement d'Aristides Gomes alors qu'il prépare les élections et nous continuerons à travailler avec ce gouvernement jusqu'à ce que les élections présidentielles aient lieu”, a-t-il déclaré.

Réunis ce vendredi à Niamey, les Chefs d'Etats de la CEDEAO ont examiné le rapport de la Commission de la CEDEAO et réaffirmé leur soutien au Premier ministre limogé, mandaté de poursuivre l'organisation de l'élection. Ils ont invité la Commission à leur soumettre des noms personnes qui entraveraient le processus, en vue de leur appliquer sanctions ciblées.

« La Conférence décide de l'envoi à Bissau d'une mission de chefs d'État et de gouvernement dirigée par le président de la conférence [le Nigérien Mahamadou Issoufou] et composée des chefs d'État de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée et du Nigeria pour transmettre au président Vaz les décisions de la Conférence. Cette mission sera précédée d'une mission des chefs d'état-major de la CEDEAO», annonce le communiqué sanctionnant les travaux des Chefs d'Etats.

Une histoire d'inimitié

L'inimitié

entre les deux hommes n'est pas nouvelle. Issu pourtant du PAIGC, plus

vieux parti du pays, José Mário Vaz a fini par en être exclu alors que

ses relations avec des représentants dudit parti, majoritaire à

l'Assemblée, n'ont cessé de se dégrader, y compris avec Aristides Gomes,

son nième Premier ministre en 5 ans.

Dans une déclaration rendue publique le vendredi 1er novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a "appelé le président José Mario Vaz et le gouvernement dirigé par le Premier ministre Aristides Gomes, chargé de conduire le processus électoral, à résoudre leurs divergences dans un esprit de respect et de coopération".

[bbc](#)